

- **Pierre Berthelot** Membre de l'Académie de l'Eau, chercheur associé à l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE), professeur de géopolitique
- **Fadi Comair** Membre de l'Académie de l'Eau et de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer et Président du conseil du Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI) de l'UNESCO.

Blog HUFFPOST du 9 juillet 2020 - Actualités

https://www.huffingtonpost.fr/entry/apres-le-coronavirus-la-prochaine-crise-mondiale-pourrait-etre-la-guerre-de-leau_fr_5f072fd8c5b6480493ccaa3c

Si l'on néglige la crise de l'eau et ses émeutes, ce sont de futures guerres de la faim qui auront lieu dans les états en situation de pénurie.

NURPHOTO VIA GETTY IMAGES Les canicules et les records de chaleur se multiplient: ici, la température atteint 43,5°C à Toulouse, le 29 juin 2019.

Alors que s'est tenue il y a quelques mois et comme chaque année, le 22 mars dernier, la journée mondiale de l'eau dans une relative indifférence fort compréhensible, il apparaît que pour que les dirigeants de la planète ne soient pas pris au dépourvu comme on l'a souvent senti avec la gestion de la Covid-19, soit mise en place une véritable stratégie de gestion des ressources hydriques au niveau mondial et en priorité dans les zones soumises aux pénuries, qui risquent de plus d'être très fragilisées par la pandémie actuelle (qui augmente la valeur et le besoin en eau car elle contribue au lavage des mains, geste essentiel pour limiter l'expansion du virus), et certains Etats risquent même d'être confrontés à un effondrement, comme en Afrique^[1], même si pour le moment, son expansion y semble limitée.

Un constat inquiétant

En effet, malgré les effets d'annonces et le fait que la diminution par deux des personnes ne bénéficiant pas d'un accès à une eau potable (qui se chiffre à près de 2 milliards d'êtres humains), figure dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OM) de l'ONU, la situation est loin d'être pleinement satisfaisante, et ne cesse de s'aggraver dans nombre d'Etats de la planète et va ainsi devenir un risque majeur de sécurité nationale lorsque ce n'est pas déjà le cas.

Les "guerres de l'eau" que l'on évoque souvent à propos de l'or bleu seront probablement moins des conflits armés entre Etats que des tensions très fortes à l'intérieur de ces derniers. Si les populations peuvent à la rigueur accepter de ne pas bénéficier de tous les services publics que chacun est en droit d'attendre (écoles, hôpitaux, infrastructures de transport), voire de ne pas disposer de toutes les ressources alimentaires de base en même temps, en revanche personne ne peut accepter d'être privé d'eau, surtout lorsqu'elle est de piètre qualité. Ainsi, au moment où le monde entier est, à jute titre, mobilisé contre la Covid-19, car elle touche tout le monde, riches ou pauvres, l'eau tue chaque jour près de 8000 personnes (soit pas loin de 3 millions de victimes par an, plus de la moitié ayant moins de 15 ans) et encore, il ne s'agit que de l'eau douce, car elle provoque, lorsqu'elle est insalubre, le choléra, des hépatites, sans compter les inondations (l'eau salée qui peut s'abattre sur les nations via les tsunamis n'est pas ici comptabilisée).

Cela va devenir un risque majeur de sécurité nationale.

L'eau pourra être le facteur aggravant, le catalyseur ou encore le prétexte à tous les débordements et conflits en particulier dans les zones arides (Proche et Moyen-Orient) mais aussi là où elle est pourtant présente en abondance comme en Afrique centrale, car c'est alors la concomitance d'une mauvaise gestion et d'un manque d'infrastructures pour pouvoir traiter l'eau et l'acheminer jusqu'aux zones urbaines à forte densité ou au contraire isolées qui domine.

Des solutions connues et non appliquées

Pour autant, des solutions existent, heureusement, mais c'est un manque de volonté politique, qui n'a pas encore véritablement émergé, qui explique la gabegie et la pénurie. On remet à plus tard la bonne gestion et gouvernance, ou à d'autres les problèmes en considérant que puisque pour le moment il n'y a pas d'émeutes de l'eau comme il y a eu des émeutes de la faim, cela reste sous contrôle. De plus, il faut avoir une vision globale et non uniquement nationale voire locale et ainsi développer la coopération et la négociation internationale à travers le concept émergent d'hydrodiplomatie, car elle se révèle souvent plus fructueuse que la confrontation, surtout dans les zones à fort stress hydrique où la tentation du repli sur soi est très forte mais déstabilise in fine toute une région, y compris l'Etat d'amont qui aura réduit son débit vers les Etats d'aval.

Il faut aussi considérer qu'il existe un lien entre l'eau, l'alimentation et l'énergie et que les trois sont inextricablement liés, alors que l'on tend trop souvent à les analyser séparément[2]. Dès lors, si on néglige la crise de l'eau, alors ce sont les futures guerres de la faim que l'on aura dans les Etats en situation de pénurie (qui ne pourront plus produire autant de céréales ou pratiquer l'élevage avec la même intensité), en plus des émeutes pour l'eau. Malheureusement, la nature de l'homme est qu'il n'apprend que rarement des drames de l'Histoire et qu'il faut qu'il soit au bord du gouffre pour réellement changer, mais il est alors parfois trop tard.

Il faut proposer un "mix hydraulique" associant d'une part le développement de nouvelles ressources ou masses d'eau disponibles[3], comme les barrages ou le dessalement d'eau de mer, et aussi une meilleure gestion de l'eau disponible, à travers une utilisation plus économe, aussi bien pour les usages domestiques qu'agricoles, où la surconsommation est trop souvent la norme, en sensibilisant les populations, en leur faisant prendre conscience que l'eau a un prix, en associant pédagogie et si cela est nécessaire une augmentation progressive des tarifs au-delà d'un certain seuil qui sera fixé par rapport aux disponibilités.

Aujourd'hui, la surconsommation est trop souvent la norme.

A l'instar des accords sur l'eau, qui même imparfaits coûteront toujours infiniment moins cher qu'une guerre pour "l'or bleu", les quelques milliards d'euros supplémentaires qui devraient et pourraient être mobilisés pour lutter contre la future crise sanitaire mondiale, celle relative au manque de disponibilités en qualité et en quantité des ressources hydriques, seront toujours un moindre mal comparé à la déstabilisation irréversible d'Etats et de sociétés déjà

fragilisés par maintes difficultés, dont la pandémie actuelle, qui continue de sévir sur plusieurs continents.

Ainsi, il apparaît prioritaire de lancer des initiatives de coopération au niveau des bassins transfrontaliers dans le but de générer des bienfaits multiples (économiques, socio-politiques..) et surtout une collaboration entre Etats pour combattre la Covid-19 ou tout autre genre de crises pandémiques potentielles. L'analyse hydropolitique des bassins internationaux basée sur une gestion unilatérale ne ferait qu'aggraver la situation sanitaire et engendrerait des conséquences néfastes et irréversibles pour les populations.

[1] "En Afrique, une riposte durable au coronavirus ne peut occulter la question de l'eau". Voir aussi la récente note prospective du CAPS du Quai d'Orsay (mars 2020) où est évoquée la possible augmentation du nombre d'Etats faillis sur le continent noir.

[2] Fadi Comair, Hydrodiplomatie et nexus: Eau, énergie, alimentation, Editions Johanet, 2018.

[3] Fadi Comair, "Le concept de nouvelles masses d'eau", in Les nouveaux défis de l'eau au Moyen-Orient, Orient Stratégiques, n°8, (sous la direction de Pierre Berthelot et Fadi Comair), second semestre 2018, pp. 11-24.